

## INTRODUCTION

*Gaye PETEK-SALOM et Marie Josée MINASSIAN*

Un peu partout dans le monde, un effet de mode s'attache aux *gender studies*<sup>1</sup>. Ce n'est pourtant pas pour y céder que l'Association ELELE - Maison des Travailleurs de Turquie organisa à l'automne 1994 un colloque sur "l'immigration au féminin" entre Turquie et Europe. Par son travail de terrain, l'association était depuis quelques années consciente des difficultés croissantes que rencontraient les femmes turques issues de l'immigration. Par ailleurs, la situation des femmes au sein de l'immigration commandant l'intégration des immigrés dans leur ensemble, il convenait d'analyser le parcours migratoire spécifique de ces femmes, de comprendre les déterminismes qui freinent, voire bloquent le processus d'acculturation ou de simple adaptation à la société d'accueil. Et cela plus particulièrement en France : qu'il s'agisse de son histoire, de son implantation ou de sa structuration, l'immigration turque reste encore l'une des plus mal connues.

C'est à cette compréhension que ce colloque s'est employé : la vingt-et-unième livraison des *CEMOTI* en rassemble les communications. Celles-ci offrent une convergence paradoxale : la femme quittant son village anatolien pour une des métropoles turques ressemble comme une soeur à celle qui, accomplissant un parcours similaire, arrive directement en France. Par l'absence d'accès à la modernité qu'elle dénote, cette convergence est d'autant plus remarquable que la Turquie moderne a pavé le chemin de ses citoyennes de bonnes intentions, leur accordant, dès 1924, un statut particulièrement progressiste, aussi bien par rapport aux Etats occidentaux, que par rapport à la plu part des Etats musulmans.

Aussi peut-on voir s'imposer deux perspectives organisant la réflexion des chercheurs, dès lors qu'il s'agit de s'interroger sur les femmes turques d'aujourd'hui, qu'elles soient immigrées ou non. La première perspective

---

<sup>1</sup> Impossible à traduire littéralement, ce terme se réfère aux études portant sur la différence des sexes.

concerne leur place en Turquie et la façon dont cette place a pu être conquise. La lecture proposée de l'histoire du combat féministe comme de la présence féminine aujourd'hui en Turquie, permet d'accorder une mesure plus juste à la perspective liée à l'immigration, et de se doter d'outils d'analyse plus fins pour en apprécier la situation, en Europe et en France.

Un certain nombre de mythes sont attachés à la fondation de la République turque en 1923, le pays ayant alors proclamé un fort attachement aux valeurs de progrès telles que : laïcité, modernité, occidentalisme. Pourtant, à lire certaines des communications présentées ici, ces avancées semblent n'être que de façade : après trois-quarts de siècle, elles n'ont pas gagné la totalité de la population et donnent l'impression de s'être affirmées sans le peuple. Par ailleurs, la montée d'un islamisme radical et politique ne fait plus de doute, et toutes les occasions sont bonnes pour décrier ces fondements de la République au profit d'une volonté de retour à la Chari'a ou au moins à une réhabilitation de la division inégalitaire des sexes.

Partant du principe que l'histoire masculine couvre de son ombre la réalité du vécu féministe dans l'histoire turque, Aysegül Basbugu-Yaraman tente de répondre à une première question : comment, à partir de 1850 et jusqu'à la proclamation de la République, la femme turque obtint-elle des améliorations réelles en matière de droits liés à son statut personnel ? Dans les premiers temps de la République mais plus tard également, l'occultation de l'aspect féminin du combat pour des droits égaux a pu faire penser que seule la "volonté bienfaitrice d'Atatürk" en avait rendu l'obtention possible. De lire qu'il n'en est rien et que les femmes turques sont en train de réécrire leur histoire parallèlement à l'histoire officielle montre que le travail visant cette égalité se poursuit encore.

Pourtant, il n'est que le fait restreint des intellectuelles urbaines. Le parcours émancipatoire des femmes turques semble s'être arrêté aux portes des villages : le statut personnel des femmes s'est-il véritablement imposé dans la société coutumière villageoise anatolienne ? Le courant féministe, qui servait les intérêts du kémalisme, vit-il aujourd'hui de manière autonome ? S'exprime-t-il de la même manière alors que la République a apporté aux femmes certaines réponses juridiques et sociales qu'elles n'avaient pas vraiment revendiquées ? Les femmes ont-elles une place réelle dans l'arène politique turque, un peu plus de 60 ans après que le droit de vote et d'éligibilité leur ont été accordés en novembre 1934 ? Dans son examen des deux dernières questions, Sirin Tekeli laisse transparaître son espoir de femme engagée dans la poursuite de l'émancipation, elle souligne que, si la Turquie a quelque raison de se poser en candidate démocratique à l'entrée dans l'Union européenne, c'est à partir du mouvement des femmes que le pays trouvera la possibilité de réaliser un projet authentiquement pluraliste.

## *Introduction*

Etablie par Serpil Çakir, une chronologie du mouvement des femmes entre 1869 et 1990 complète le point de vue proprement historique de ces expressions "féministes".

Concernant le statut de la femme du village, ce "pilier" de l'Anatolie, on peut mesurer sa dégradation, aussi bien en lisant l'étude de Ferhunde Özbay sur la situation des femmes turques dans les années 1990, qu'en observant ce qui se passe dans l'univers de l'émigration. Si un statut personnel égalitaire est juridiquement admis dans les textes, l'énorme travail éducatif qui permettrait d'intérioriser ce statut et d'en faire une réalité vivante n'est pas réalisé. Une tendance à l'amélioration de la situation des femmes est perceptible entre 1980 et 1990, mais le début des années 1990 témoigne d'un grave fléchissement, surtout dans le domaine de l'éducation, avec une diminution de la part du budget qui lui est consacrée. Malgré l'amélioration des performances globales, l'inégalité scolaire s'est accrue ; le nombre des femmes de la campagne qui n'ont jamais été scolarisées demeure trop élevé, avec les conséquences que l'on sait dans l'univers de l'émigration.

Par ailleurs, les données présentées par Ferhunde Özbay à l'égard du travail féminin en Turquie témoignent des mêmes problèmes préoccupants au niveau de l'immigration : abondance de main-d'oeuvre féminine dans les travaux précaires et peu qualifiés et, parallèlement, augmentation du chômage touchant principalement les emplois féminins.

Enfin, le dernier champ d'investigation dans la perspective proprement turque est celui des revendications des femmes islamistes dont le militantisme évoque la mobilisation féministe du siècle passé. Largement à l'origine de la victoire du Parti de la prospérité (*Refah partisi*) aux élections municipales dans des villes comme Istanbul ou Ankara, ces femmes feraient-elles entendre une voix propre qui reprendrait la situation là où Mustafa Kemal l'avait trouvée ? S'opposant au principe constitutif de la laïcité républicaine, leur radicalisme représente-t-il l'aménagement historique d'une rupture qui s'est faite sans elles et donc, une traversée du désert avant la réappropriation d'un discours propre ? Ou bien, dans un contexte toujours actuel d'inégalité et d'exclusion féminines, est-il une construction nouvelle qui, dénonçant la masculinité comme lieu de leur "inexistence", trouverait dans l'islam, d'une façon rusée et paradoxale, le lieu véritable de l'émancipation ?

Aynur Ilyasoglu éclaire ces points en s'interrogeant sur l'identité féminine dans le cadre de la foi musulmane : en se couvrant, la militante islamiste cherche à se réconcilier avec une image de soi qui n'est plus image du désir de cet autre masculin dont elles refusent les valeurs. En Turquie, il est visible que ces valeurs ne se sont pas encore abritées derrière une neutralité apparente, comme le disait Georg Simmel constatant que, aux valeurs de

force, les hommes avaient substitué le pouvoir de la connaissance. Mais l'espace symbolique où ces femmes peuvent affirmer leur identité est un espace dérobé ; comme tel, il ne paraît pas porteur d'avenir. Même si les femmes islamistes gagnent du terrain sur le plan politique, leurs équivalents masculins ne manqueront pas de leur proposer des strapontins, voire de les renvoyer à leur rôle traditionnel de femme au foyer, en s'appuyant sur les mêmes principes que ceux qu'elles défendent dans leurs revendications.

\*\*\*

La seconde série de contributions s'appuie sur l'expérience de l'immigration turque en France, à travers commentaires et études des divers observateurs, chercheurs ou praticiens de terrain. Effectivement, et nous l'avons souligné au début de cette introduction, une meilleure maîtrise des problèmes liés à l'immigration turque passe nécessairement par une connaissance fine de ces femmes qui en sont aujourd'hui la composante essentielle. L'évolution du projet migratoire, le devenir de l'intégration de la communauté dans le tissu social européen et français dépendent grandement de la vie de ces femmes au sein de l'immigration, vie qui est loin d'être autonome. Des femmes dépendantes en terme de langue, fortement sous l'emprise du contrôle communautaire, respectueuses de la tradition à transmettre, et peu ou mal accueillies par la population ou au sein des institutions : tous ces facteurs contribuent à *nouer* les possibilités d'intégration du groupe, à quoi s'ajoutent les questions spécifiques à toute migration.

La progression statistique du nombre des femmes dans l'immigration turque, comme dans d'autres, est constante. A la fin de notre siècle, les femmes constitueront la moitié de la population immigrée originaire de Turquie. En outre, le rééquilibrage de la population en faveur des femmes va de pair avec son rajeunissement : 50% de la population immigrée turque a moins de 20 ans. Il faut également souligner l'importance de la question féminine lorsqu'il s'agit d'étudier les effets du regroupement familial et des politiques d'accueil. En France, les familles turques occupent la deuxième place dans les arrivées de familles rejoignantes. Les femmes représentent donc un enjeu capital, non seulement pour le groupe migratoire originel - le maintien de l'identité et la pérennité des valeurs traditionnelles passant par elles -, mais aussi pour la société d'accueil. Celle-ci est tout particulièrement attentive au statut de la femme dans la famille, à ses signes extérieurs d'émancipation et de capacité d'autonomie pour mesurer le processus d'intégration de toute communauté étrangère : comme le remarque Hamit Bozarslan, la société d'accueil a tendance à apprécier l'image des

## *Introduction*

communautés musulmanes à travers le statut accordé aux femmes. Et en France, tant sur le plan local que national, de réelles difficultés d'intégration persistent, et préoccupent les décideurs politiques et les acteurs sociaux.

Il importe désormais de ne plus considérer les enjeux idéologiques, mais de s'interroger sur la façon dont ceux-ci dépossèdent les femmes de l'immigration de la possibilité d'affirmer leurs potentialités, sauf parfois, nous le verrons, lorsqu'elles vivent une crise grave. Il importe également de mieux préciser l'image que théoriciens et milieux institutionnels tentent d'en donner et de voir si elle correspond véritablement à ce que sont ces femmes et à ce qu'elles vivent dans l'immigration. Il importe enfin de voir comment elles se soumettent aux exigences souvent contradictoires formulées par la communauté d'origine et par la société d'accueil. Leurs stratégies sont-elles de contournement, de fuite ou d'acceptation fataliste ? Obligées, et partiellement autorisées, à assumer dans l'immigration certaines fonctions dont elles étaient habituellement écartées en Turquie, comment redéfinissent-elles leur place et leur rôle dans la famille, leurs rapports avec le milieu d'origine et le milieu d'accueil, avec le conjoint, avec les enfants ? Voient-elles leur avenir dans un monde qui n'est pas le leur, dont elles maîtrisent mal la langue et avec lequel elles entretiennent peu ou pas de rapports ?

S'appuyant sur une enquête menée en 1992 sur tout le territoire français, Hamit Bozarslan montre la difficulté de certaines de ces femmes à faire le deuil du retour, d'autant plus que la connaissance de la société française leur demeure largement méconnue, notamment en raison des difficultés de langue. Pour cette raison, leur participation à la vie professionnelle qui serait un facteur important d'autonomie et donc d'intégration est pour l'instant utopique. Les femmes deviennent ainsi les victimes obligées du renforcement des solidarités internes inscrites dans ce contexte. Aussi observe-t-on avec une certaine angoisse la combinaison du retour au modèle ancien (la femme trop tôt mariée et exclue du monde du travail) et l'apparition de la politisation islamiste porteuse d'émancipation.

Quant aux jeunes filles issues de l'immigration, élevées dans le creuset culturel turc mais éduquées par l'école française, elles semblent vivre différemment les contraintes normatives du groupe, les rapports au sein de la famille et entre les générations. Elles aspirent souvent à un modèle d'émancipation conforme à celui des Françaises. Ce sont elles en partie que Gaye Petek-Salom décrit dans leur fragilité et leurs contradictions, leurs "tâtonnements identitaires" et leur lutte pour conquérir indépendance par rapport au groupe et autonomie par rapport à la famille. Leur souffrance est cependant moins souvent importante que celle des jeunes brus venues de Turquie, qui vivent en silence et les conflits de générations et les difficultés

d'adaptation. Tel est aussi le point de vue de Pinar Hüküm, qui met en évidence le décalage entre les aspirations des femmes quittant leur village pour rejoindre un mari et ce qu'elles éprouvent en France, où elles sont soumises à un contrôle social souvent plus violent que celui qu'elles auraient eu à affronter dans leur pays de départ. Le "repli" de la communauté turque est donc avant tout le repli obligé ou forcé d'une majorité de femmes, de celles qui n'ont pour tout bagage que leurs traditions familiales, leurs coutumes villageoises et "le savoir d'éducatrice hérité de leur mère" : un bagage à la fois trop lourd et trop léger pour entreprendre le difficile travail d'acculturation.

C'est à ce point précis que se situe le travail de Nadine Weibel, faisant écho pour la France à celui de Aynur Ilyasoglu pour la Turquie. Ce que Nadine Weibel nomme "islam-action" tend à devenir, pour de nombreuses jeunes femmes installées en Alsace, la réponse à la difficile reconstitution identitaire au sein de l'immigration. Si cette réponse est qualifiée de "dérive" par N. Weibel, c'est qu'elle ne se soutient d'aucune interrogation qui lui donnerait une consistance réelle : on cherchera toujours à justifier les règles et les prescriptions, mais on n'en interrogera jamais l'origine ou la validité. Croire que l'islam-action peut constituer une stratégie d'émancipation, c'est oublier que, dans son étymologie, le verbe *emancipare* inscrit le refus de l'autorité paternelle. Le paradoxe serait extrême, qui consisterait à "entrer en islam" pour y conquérir son affranchissement d'un "Dieu très patriarcal".

Se libérer de l'autorité paternelle est l'un des grands enjeux existentiels des jeunes filles turques ; c'est ce qu'elles sont toujours plus nombreuses à souhaiter dans l'immigration. Mais c'est aussi le plus difficile à réaliser, comme en témoigne l'article d'Altan Gökalp, qui analyse la famille comme "niche idéologique" de l'identité immigrée, et constate que les procédures de *mainmise* sur l'individu sont renforcées dans l'immigration.

Nombre de jeunes filles de la seconde génération cherchent à s'affirmer contre le père en refusant le "mariage prescriptif" ; mais les intérêts lignagers sont parfois tels que le conflit peut faire place à la résignation, et laisser de profondes blessures, quand il ne conduit pas au suicide. Par ailleurs, soucieuses de ne pas s'éloigner de la tradition, les familles trouvent dans la télévision munie d'une antenne parabolique un moyen supplémentaire de ne pas détruire le cordon qui les relie aux fabriques de fantasmes en provenance du pays d'origine, en parfait décalage avec le pays d'accueil.

Les possibilités offertes par le satellite de capter les émissions télévisées de Turquie sont en partie ce qui explique les relatives similitudes des comportements chez les femmes immigrées en Europe : le parallélisme étonnera-t-il vraiment entre ces situations identiques en France ou dans d'autres pays d'Europe, quand on constate par ailleurs que les mêmes

## *Introduction*

problèmes existent en Turquie lorsque la femme villageoise se retrouve dans une mégapole turque ? Même solitude, même refus de l'urbanité (Altan Gökalp parlant même d'une ruralisation de la ville), mêmes repliements ; la seule différence réside dans la méconnaissance de la langue du pays d'accueil qui aggrave les traits mentionnés plus haut. Aussi était-il intéressant de se pencher sur les exemples des pays voisins, soit pour confirmer, soit pour infirmer certaines hypothèses.

Sur l'exemple allemand, Czarina Wilpert montre les mécanismes de la recherche d'un compromis par les femmes turques entre leur appartenance ethnique et les exigences du métier qui est le leur. Si quelques-unes d'entre ces femmes sont parvenues à embrasser des professions valorisantes, il est difficile de mesurer leur nombre et l'impact ultérieur que leur rayonnement peut avoir, car ces femmes se fondent alors dans la société allemande. En revanche, le constat général est que trois décennies d'immigration turque n'ont rien fait pour modifier l'image des paysannes en fichu, qui sont pour la population locale un "objet de compassion". Le soupçon apparaît que, dans les questions d'immigration, le problème est aussi et avant tout un problème de classe, concept aujourd'hui tabou, mais qui pourrait révéler son efficacité théorique.

Commentant la participation des femmes turques à la vie associative aux Pays-Bas, le point de vue de Nihal Dogan pourra paraître à certains égards partiel : mais l'appréciation subjective révèle une dimension paradoxale de la position des femmes turques dans ce pays. Croyant déceler un conformisme petit-bourgeois et un goût pour le rôle traditionnel de la femme au foyer chez les femmes néerlandaises, Nihal Dogan explique que le maintien d'une forte identité turque apparaît comme un facteur émancipatoire. Côté belge, et pour terminer le voyage dans l'Europe de l'immigration turque, Altay Manço note un certain nombre de traits caractéristiques (cohésion, structuration, contrôle de la communauté, présence des mouvements politiques et religieux turcs) qui témoignent d'une grande unité de l'immigration turque en Europe. Les femmes n'y sont pas moins isolées qu'ailleurs ; mais on lit avec intérêt que, dans certaines situations dramatiques d'abandon conjugal, ces femmes prennent leur destin en main et se transforment radicalement : la haine de l'époux devient alors un facteur d'intégration !

Observations et analyses trouvent un complément dynamique dans les interventions au cours d'ateliers-débats, et dans les discussions entre praticiens de terrain et intervenants : l'objectif visé en filigrane par ce colloque était de susciter des projets d'actions concrètes et de faire émerger des réponses aux problèmes rencontrés par les femmes turques dans l'immigration. Au fil de ces pages, qu'il s'agisse de la réalité féminine turque replacée dans l'histoire turque ou de celle de la femme immigrée deux

constantes fortes sont apparues : le débat autour de la place des femmes évolue rapidement et l'expression militante du désir de revalorisation du rôle social change au gré des courants d'idées et des bouleversements historiques et politiques. Ainsi, la parole "féministe" antérieure aux réponses républicaines a tendance à se taire dès lors qu'une minorité de femmes des milieux aisés - celles qui portaient la revendication - voient leurs vœux exaucés.

La mobilisation ne peut-elle se maintenir qu'en présence de dangers ou de plates-formes revendicatives fortes ? Le nouveau courant revendicatif qui occupe aujourd'hui le terrain tente paradoxalement de renégocier le statut personnel de la femme par rapport aux progrès juridiques obtenus. En 1989, des manifestations de femmes envahissaient les rues des grandes villes turques contre le port des "turbans" à l'université, et il était alors frappant de voir la moyenne d'âge élevée des manifestantes. Leurs filles, élevées selon les principes de la Turquie moderniste et occidentalisée, n'avaient pas estimé utile de s'opposer au port du voile, soit au nom de la tolérance démocratique, soit parce qu'elles s'étaient convaincues de l'intangibilité des droits acquis.

Faite de cris et d'essoufflements, l'histoire se poursuit ; le temps de l'immigration est différent du nôtre mais il est tributaire des mêmes contraintes, celles que reconnaît ce proverbe chinois : "Le temps se venge de ce qui se fait sans lui". Il ne faut pas croire pour cela que le volontarisme ne soit pas de mise ; bien au contraire. Ce colloque le montre d'une façon éclairante et riche de promesses : il est important que les équipes universitaires en Europe et en Turquie collaborent, se rencontrent, comparent les données de leurs enquêtes, et vérifient les similitudes des problèmes liés à l'exode rural et à l'immigration. Ainsi pourront surgir de nouvelles pistes de recherches, des projets d'action et surtout, une meilleure implication des décideurs turcs et européens.